

possibles démocraties de demain, les politiques français (de droite comme de « gauche » car on n'a entendu personne réclamer un quelconque changement des politiques migratoires européennes) meurent de trouille ; ils ont perdu leur fond de commerce et doivent se rendre à l'évidence : les révolutionnaires ne fuient pas la révolution ainsi, la seule « invasion » qui soit à espérer est celle de l'esprit de la révolution. On



L'appel des familles de victimes tombées sous les violences policières pour la manif du 19 Mars

« À toutes les victimes des Etats policiers, nous n'oublions pas leurs crimes (...) À l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences policières, s'est formée une coalition des familles de victimes mortes entre les mains de la police en région parisienne pour (...) dénoncer cette impunité institutionnalisée (...); rétablir la Vérité et la Mémoire des victimes; (...) Soyons clairs: peu importe ce que la personne était ou avait fait. (...) La police est en guerre contre la population que le gouvernement criminalise. Nous ne sommes jamais en position d'égal à égal face à la police. (...) Par le pouvoir qui leur est donné, (les policiers) peuvent soumettre n'importe lequel d'entre nous à l'arbitraire que cela soit par le biais d'arrestations, d'incarcérations et/ou de violences physiques et/ou morales (...) Nous ne devons plus admettre que ne pas porter d'uniforme soit un statut de « sous homme », particulièrement quand en plus on n'a pas le « faciès » requis » (extraits). Appel lancé par les familles (et leurs comités de soutien) de : Abdelhakim Ajimi, Mickaël Cohen, Lamine Dieng, Mahamadou Marega, Abou Bakari Tandia, Bouna Traoré et Zyed Benna, Laramy Soumaré et Moshin, Reda Semmoudi, Ali Ziri, Yakou Sanogo, Baba Traoré, Féthi Traoré, Louis Mendy.
Infos : <http://collectif-vjp-mmarega.blogspot.com/> - <http://coucxx.skyrock.com/>

voit même peut-être cet esprit agir dans les soulèvements de retenus sans papiers qui ont cours depuis la dernière semaine de février dans de nombreux CRA européens mais aussi à la préfecture de Bobigny où, jeudi 3 mars, des étrangers et des employés de la préfecture ont refusé un nouveau dispositif de tri sélectif des files d'attente et chassé les policiers qui assureraient sa mise en oeuvre.

Contacts : collectif-lamedinedieng@hotmail.fr - collectif.mamadoumarega@gmail.com
L'intégralité de l'appel, tract à télécharger : <http://resistons.lautre.net/spip.php?article476>

Journée mondiale contre les brutalités policières

Pour une 15ème année à Montréal, le *Collectif Opposé à la Brutalité Policière* (<http://www.cobp.resist.ca/>) appelle à une manif dans le cadre de la Journée Internationale contre la brutalité policière. En France, le 19 mars, différentes mobilisations feront écho à cette initiative.

À **Bordeaux**, le 19 mars 2009, M., texte et porte-voix chez O.P.A, inscrivait malgré elle son nom sur la longue liste des militant-e-s violenté-e-s par les forces de l'ordre. Depuis l'affaire a été classée sans suite, elle est désormais entre les mains du doyen des juges d'instruction. La date du 19 Mars a donc pour O.P.A et le C.L.A.P une importance particulière. Une manif estive aura lieu départ 16h place Stalingrad, aux pieds du lion bleu. Infos : <http://clap33.over-blog.com/>. D'autres mobilisations sont prévues à **Poitier**, infos à venir sur <http://www.antirep86.fr/> à **Toulouse** : <http://antiloppsi2.net/toulouse-le-mirail-campement-de>

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°95 • mars 2011

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« invasion étrangère » ?

Après la peur de la « contagion », l'Etat français nous fait le coup de la peur de « l'invasion ». Les déclarations anxiogènes de Sarkozy sur la « menace » d'immigration massive que représenteraient les révolutions au Maghreb ont été suivies d'effets : par exemple, à Nice une circulaire (vite dissimulée) encourage les flics à interpellé de façon préférentielle des tunisiens et à Paris, la police s'est postée à l'arrivée d'un train en provenance du sud de la France dans lequel voyageaient quelques sans papiers tunisiens, libyens et un égyptien pour les arrêter et les enfermer. Pourtant aucune trace d'une quelconque « invasion ». Un comité tunisien chargé de l'enquête sur l'arrivée de nombreux tunisiens sur l'île de Lampedusa mi-février a conclu qu'il s'agissait d'un afflux normal du à des conditions météo exceptionnelles et à l'absence de gardes maritime en cette période de révolution. Ce comité exige, par contre, de la part des autorités tunisiennes comme européennes qu'elles s'inquiètent de la « dignité des émigrés » en « revoyant » leurs politiques migratoires. Sur la frontière tuniso-libyenne prise d'assaut depuis

fin-février, il semblerait qu'aucun étranger, ni Libyen parmi ceux qui ont fui les massacres perpetrés par le régime de Kadhafi, ne veuille immigrer nulle part : les égyptiens et tous les autres veulent simplement rentrer chez eux. Alors de quoi ont peur les hommes politiques français ? C'est qu'une fois les dictateurs amis chassés du pouvoir, les Etats européens ne pourront plus contrôler à leurs seuls avantages les flux migratoires : fermer les frontières là où ça paye électoralement et les ouvrir quand ça paye économiquement (mise à la disposition des entreprises et institutions françaises d'une main d'oeuvre constituée d'êtres humains sans droits, corvéables à merci). Et quels meilleurs alliés que des dictateurs, toujours zélés quand il s'agit d'aider à opprimer les peuples ? Des laissez-passer accordés à tout va par les consulats, de la prison pour les sans papiers expulsés (sorte de double peine bilatérale), une collaboration policière active aux frontières notamment maritimes... Avec Khadafi on atteint le summum : construction d'un mur et de prisons pour expulsés aux conditions d'enfermement proprement inhumaines. Alors, face aux révolutions et aux

Suite en page 4 >

Samedi 19 Mars tous à la marche appelée par des familles de victimes mortes entre les mains de la police ! 15h, place St-Augustin, M° St-Augustin, Paris 8^e

> Feu aux camps !

À Bruxelles dans le centre fermé 127bis de Steenokkerzeel, le 13/02, une tentative d'évasion échoue : affrontements entre gardiens et détenus qui sont alors obligés de dormir hors de leurs chambres fouillées. Puis, le 15, un Egyptien sans papiers de 18 ans, venu d'Italie pour rejoindre son frère, résiste à son expulsion : quatre gardiens l'emmènent dans une cellule d'isolement, le tabassent et le torturent, en le menaçant s'il continue de résister et imagine revenir en Belgique. Une grève de la faim collective éclate, et le 20 une manif de soutien a lieu : parloirs sauvages, chambre incendiée, et un détenu qui s'évade !

À Vincennes en France, une grève de la faim éclate le 21/02. «*Marre qu'on nous réponde toujours non à tout ce qu'on demande (...) non pour voir l'infirmerie, non pour tout. Et surtout, on est en grève de la faim contre les expulsions*» explique un retenu au téléphone le 25. L'un d'eux se fait tabasser par les flics, et à plusieurs reprises ont lieu des descentes punitives dans le centre survolé par un hélico de la gendarmerie pour prévenir toute évasion. Les portables sont confisqués, les cabines téléphoniques mises sur écoute et filmées. Le 5/03 a lieu une manif de soutien ponctuée de parloirs sauvages.

En Italie c'est une traînée de poudre dans les derniers jours de février : à Ragusa 33 personnes s'échappent d'un centre « d'accueil » semi-fermé ; à Gradisca les enfermés détruisent toutes les chambres du centre d'identification et d'expulsion sauf une, 5 Tunisiens sont incarcérés ; à Trapani les retenus saccagent le mobilier ; à Turin une tentative d'évasion échoue mais quatre blocs d'habitation sont incendiés ; à Modena aussi une évasion est ratée, mais lors d'une manif de soutien des feux éclatent et le mobilier des chambres est sorti dans la cour aux cris de « Libertà ! », 8 Tunisiens sont transférés on ne sait où ; à Bologne, le 1/03, quelques jours après qu'un Tunisien se soit cousu les lèvres pour éviter l'expulsion, des soutiens occupent et bloquent l'entrée du CIE. À chaque fois, des contacts renouvelés entre le dedans et le dehors, des infos sur les révoltes circulant entre les villes, et l'influence déterminante des sans-papiers tunisiens.

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Une morsure « d'initiative », à la cité du Luth à Gennevilliers

En langage policier ça veut dire que les flics ont fait mordre un jeune homme par leur chien « Extrem ». Ca s'est passé lors de la première descente de la toute nouvelle « Brigade spéciale de terrain » à la cité. (voir RE n°94, février). En dépit des vidéos qui les accusent : <http://www.francesoir.fr/actualite/faits-divers/videos-qui-accusent-police-71924.html> les flics ont porté plainte contre les jeunes agressés. En tous cas, c'est raté pour le vœu de la mairie PC : « créer un lien durable avec la population » à l'aide de la BST. Depuis la morsure, chaque fois que les flics reviennent, ils sont accueillis avec un caillassage nourri.

Mâchoire fracturée Le 12 février 3 jeunes hommes sont stationnés sur le parking de la cité des 3000 à Aulnay-sous-Bois lorsque 4 agents de la Bac contrôlent leur identité. Le premier subit une fouille au corps. Le flic s'attarde sur ses parties intimes, il lui demande : « enlève ta main », le flic exerce une pression plus forte, le jeune le repousse, se retourne et ramasse un violent coup de poing à la mâchoire. Pendant qu'un deuxième bleu le tient à la gorge, il est frappé à nouveau. Pendant dix minutes il restera au sol la tête dans une flaque de sang : double fracture de la mâchoire, trente jours d'ITT. Avant que ce diagnostic puisse être fait, il sera passé par la case garde à vue, accusé d'« outrage et rébellion », il y est encore frappé, insulté, il passe deux heures en cellule de dégrisement alors qu'il n'est ni saoul ni sous l'effet de stupéfiants. Et pour parfaire ce cas d'école, le jeune témoigne que les cognes le connaissaient très bien : « dans notre quartier, il y avait un

chantier, j'ai participé à la sécurité sur ce même parking où j'ai été agressé. Ils me voyaient travailler, me disaient bonjour ».

Ali Ziri, Arezki Kerfali – on ne lâche pas !

Ali Ziri est mort entre les mains des policiers d'Argenteuil(95) le 11 juin 2009. Le 4 Mars, une centaine de personnes a à nouveau exigé que « la vérité éclate et que justice soit faite » devant le commissariat et la sous-préfecture. Quant à Arezki Kerfali, son ami, qui présente encore des séquelles de son interpellation, il comparait le 10 Mars à 9h30 devant le TGI de Pontoise. Soyons nombreux pour le soutenir.

Contre le fichage ADN Le 12 janvier 2011, la chambre Correctionnelle de Rouen, en appel, a condamné François Vaillant à 1 euro d'amende pour son refus de donner ses empreintes ADN à la police. La Cour n'a pas suivi la réquisition du Parquet : une bonne nouvelle pour les procès du même genre ! A consulter le témoignage original d'une généticienne à l'Inserm qui explique que les segments dit « non-codants » enregistrés dans le Fnaeg (Fichier national automatisé des empreintes génétiques) sont capables, au regard de découvertes scientifiques récentes, de discriminer les individus en fonction de caractéristiques génétiques (couleur de la peau, maladie etc.), c'est l'aspect potentiellement raciste de ce fichier qui est révélé. Infos : <http://www.deboulonneurs.org/article473.html>

Lire : « Que fait la police ? »

C'est en 1994 que Maurice Rajfus et le regretté Alexis Violet ont lancé l'Observatoire des libertés publiques qui édite son bulletin mensuel « Que fait la police ? ». On peut télécharger cet outil indispensable sur : <http://quefaitlapolice.samizdat.net/>

Le feuilleton du procès des 4 de Tours continue !

4 militant-e-s tourangeaux sont poursuivis par Hortefeux (alors ministre de l'intérieur) pour diffamation publique. Ils ont « osé » comparer les méthodes de chasse des sans papiers à celles du régime de Vichy. RDV le 5 avril au tribunal de Tours, Infos : <http://baleiniers.org>

À Poitiers, violences policière et judiciaire suite

Juin 2010, la police frappe à tout va pour la fête de la musique ; depuis, 6 jeunes font les frais d'un harcèlement policier et judiciaire. Ils sont accusés d'« outrage et rébellion » ; la justice n'a pas retenu les « violences avec armes » en bande organisée mais les a condamnés en première instance à des peines de 15 jours fermes, 2 mois avec sursis, ou encore 70 heures de TIG. le directeur départemental de la sûreté départementale s'étant désisté des appels contre cinq d'entre eux, seule la jeune femme comparait le 18 février. L'avocat général a requis huit mois de prison dont deux avec sursis, Délibéré le 24 mars. Infos : <http://www.antirep86.fr/>

> SUR LE VIF

Un mois de luttes anti sécuritaires à Toulouse

« L'initiative est partie d'un noyau de militants des squats, des combattants antiloppsi toulousains et des familles vivant déjà dans l'alternative. Notre première action visible a été d'installer, place du Capitole, un énorme campement anti sécuritaire. Nous avons organisé de multiples actions et manifestations en ville contre la vidéosurveillance, en soutien aux vendeurs à la sauvette (biffins) visés par la loi, en convergeant aux rassemblements des collectifs de la jeunesse maghrébine en lutte pour leur révolution ! Nous avons quitté paisiblement cet endroit pour redémarrer plus fort à la Faculté du Mirail, ce qui a permis d'organiser sur place de multiples débats et aussi quelques happenings politiques avec les organisations étudiantes (FSE et SUD) dans les amphis, comme autour de l'arrestation d'un étudiant sans-papier ! La répression nous a frappés devant le tribunal qui devait juger 2 amis occupant une yourte. Après une violente charge policière, la police a embarqué un copain, Bruno, qui a écopé de 3 mois fermes à la Maison d'arrêt de Seysses (suite à la comparution immédiate à ne JAMAIS accepter !), où nous sommes allés le soutenir par la voix et la musique ! La lutte n'est pas prête de s'arrêter !
REJOIGNEZ-NOUS ! toulouse.antiloppsi2.net »